

Chambre des Représentants.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1925.

BUDGET

des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix
POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

La réparation des dégâts matériels causés par la guerre, touche à sa fin. La liquidation — commencée — des organismes créés en 1919, est en bonne voie, comme le démontrent les indications ci-dessous :

1° DOMMAGES DE GUERRE.

A) DOMMAGES AUX PERSONNES.	B) DOMMAGES AUX BIENS
Demandes introduites . . . 258.892	Demandes introduites . . . 1.324.153
Demandes jugées . . . 249.726	Transactions
Demandes qui attendent une	conclues . . . 397.777
solution définitive . . . 9.416	Jugements dé-
dont 2.585 sont instruites.	finitifs rendus 317.932
	Au total 715.709
	décisions définitives ayant
	mis fin à 1.065.018
	demandes introduites.

(1) Budget, n° 4-xvii.

(2) La Commission, présidée par M. Lemonnier, était composée de MM. Bologne, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Colenvaux, Hallet, Merlot, Pecher, Pierco, Pussemier, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwermans.

La distribution du présent rapport (N° 62),
a eu lieu le 13 juillet 1925.

Au 30 juin 1925, 1.091.418 affaires ont reçu une solution définitive.

C) SUPPRESSION DES TRIBUNAUX DE DOMMAGES DE GUERRE.

<i>Tribunaux supprimés.</i>		<i>Tribunaux dont la suppression est envisagée.</i>
Arrondissement.	Date de la suppression.	Dans le courant du 2 ^e semestre 1925 :
Tongres	31 octobre 1924	Nivelles.
Marche	31 décembre 1924	Furnes.
Turnhout	28 février 1925	Huy.
Hasselt	31 mars 1925	Neufchâteau.

D) LIQUIDATION DES JUGEMENTS ET TRANSACTIONS AU 31 MAI 1925.

I. Titres nominatifs	3.160.244.625,41
II. Titres au porteur	15.848.100 »
III. Dommages aux biens	4.436.304.029,39
IV. Dommages aux personnes	393.929.626,18
	8.006.326.380,98

2° RÉSULTATS OBTENUS PAR L'OFFICE DES RÉGIONS DÉVASTÉES.

A) ÉDIFICES PUBLICS.

Nombre d'édifices publics reconstruits ou restaurés à l'intervention des Services de reconstruction du Département :

1.242.

B) HABITATIONS PARTICULIÈRES.

Nombre d'habitations particulières reconstruites ou restaurées à l'intervention des Services de reconstruction du Département :

34.320.

Dans l'ensemble du pays, on peut dire que 100.000 habitations avaient été détruites.

Il resterait à reconstruire : 573 maisons.

Actuellement, 1.575 habitations sont en cours de reconstruction.

C) COMMUNES ADOPTÉES.

Nombre de communes qui ont été placées sous le régime de l'adoption, 243.

Au 30 juin 1925, il reste 19 communes adoptées.

D) LIQUIDATION DES STOCKS DE BOIS.

Le stock de bois acheté par l'O. R. D. s'est élevé au total à 245,270 mètres cubes pour une valeur de 122,695,591 francs.

Ces approvisionnements avaient été constitués afin de permettre l'exécution du programme de la reconstruction par l'État de tous les immeubles détruits par faits de guerre. La plus grande partie des stocks a été cédée aux entrepreneurs des travaux de reconstruction entrepris par le Département.

Une autre partie a été vendue directement aux sinistrés et le solde, soit 24,655 mètres cubes, a été vendu publiquement par l'Administration des Domaines.

D'autre part, 24,057 mètres cubes ont été cédés aux Départements de la Justice et des Chemins de fer.

Actuellement, le Département ne possède plus aucun stock de bois.

E) LIQUIDATION DES STOCKS DE BRIQUES.

Le total des stocks, dont dispose à ce jour l'O. R. D., comprend 207 millions 286,286 briques.

Une partie de cet approvisionnement sera nécessaire à l'exécution des travaux qui restent à achever par le Département.

Total des ventes du 1^{er} janvier au 31 mai 1925.

	Briques de campagne		Briques mécaniques
	en région dévastée.	hors région.	Boom et Campine.
Total	68,110,141	94,605,525	13,850,000

A certain moment l'État a possédé 1 milliard 600 millions de briques. Les chiffres ci-dessus prouvent à l'évidence que la liquidation de ce stock se poursuit activement.

Les opérations sur les bois et les briques sont discutables, mais il n'est pas douteux qu'elles ont eu une répercussion sur le prix de ces matériaux et ont très probablement aidé à reconstruire à un coefficient moins élevé que celui qui aurait été atteint si on ne les eut pas faites.

F) LIQUIDATION DE L'ENTREPRISE DES TRANSPORTS DE L'O. R. D.

La liquidation de l'Entreprise des Transports de l'O. R. D. doit être considérée comme terminée.

Dès le 1^{er} janvier 1924, le matériel et les installations avaient été mis à la disposition du Ministère des Finances pour être mis en vente à l'intervention de l'Administration des Domaines.

Il ne reste donc rien, au Ministère des Affaires Économiques, des installations et du matériel de l'E. T. R. D., ni de son personnel.

La vente de ce matériel a produit à ce jour une recette de 12 millions, pour le Domaine.

Certains membres eussent désiré voir disparaître les titres remis en paiement des dommages de guerre et tout spécialement ceux dont les industriels sont porteurs. Ces titres ont été créés pour soulager la trésorerie; nous ne voyons pas encore les moyens pratiques de les retirer de la circulation. Mais tous les industriels peuvent recourir au Crédit national à l'Industrie, qui consacre ses disponibilités à mobiliser leurs créances.

Il est encore impossible de dresser d'une façon rigoureusement exacte le compte courant « Réparations » de l'Allemagne; il ne pourra l'être qu'après apurement de bien des situations. Il n'a du reste plus aujourd'hui qu'un intérêt historique et de précision, le plan Dawes devant donner ce qu'il donnera, et les réparations ayant coûté ce qu'elles ont coûté, plus personne n'y changera rien.

Nous pouvons espérer avoir l'an prochain un léger boni sur les comptes des Réparations; celui-ci pourrait nous permettre de commencer des amortissements bien nécessaires.

Nous terminons ce rapport en exprimant notre entière gratitude à tous ceux, grands ou petits, qui ont contribué dans une mesure quelconque à l'accomplissement si rapide de cette grande œuvre, entreprise en 1919, et en exprimant le vœu qu'à partir de l'an prochain, les dépenses et recettes recouvrables ne fassent plus que deux chapitres du Budget Extraordinaire.

Ce vœu fut exprimé par l'honorable rapporteur du Budget des Dépenses Recouvrables au Sénat, approuvé par cette Assemblée, admis par le Gouvernement. Il est aussi conforme au désir de la Chambre.

Les amendements proposés par le Gouvernement ainsi que le budget ont été approuvés par votre Commission.

Le Rapporteur,
DE LIEDEKERKE.

Le Président,
MAURICE LEMONNIER.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

TABEAU XVII.

**Budget des dépenses recouvrables
en exécution des traités de paix
pour l'exercice 1925**

—
MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES

—
Services extérieurs de l'Office des
Régions dévastées

—
*Exécution des lois
des 8 avril et 10 mai 1919.*

—
ART. 80. — Intervention de l'État
par voie de subsides, d'avances, etc.,
en faveur des communes *soumises* ou
ayant été soumises au régime de
l'adoption et relative à leur administra-
tion et au service financier de leurs

TABEL XVII.

**Begroeting der uitgaven in-
verderbaar ter uitvoering der vre-
desverdragen voor het dienstjaar
1925.**

—
MINISTERIE VAN OËCONOMISCHE
ZAKEN,

—
Buitendiensten van den dienst
der verwoeste streken.

—
*Uitvoering der wetten van 8 April
en 10 Mei 1919.*

—
ART. 80. — Tusschenkomst van den
Staat door middel van toelagen, voor-
schotten, enz., ten behoeven der *aan-
genomen* of *aangenomen* geweest
zijnde gemeenten en betreffende hun
bestuur en den financieelen dienst

dettes (art. 4 de la loi du 8 avril 1919),
(y compris un report de 1,000,000 de
francs pour des dépenses réguliè-
rement engagées et restant à payer sur
des crédits tombés ou à tomber en
annulation) . . . fr. 5.000.000

hunner schulden (art. 4 van de wet
van 8 April 1919) (met inbegrip van
een overdracht van 100,000 frank
voor de regelmatige betaalbaar te stel-
len uitgaven, welke te betalen over-
blijven op vervallen of nietig wor-
dende credieten) . . fr. 5,000,000

Simple modification de libellé par l'adjonction au texte primitif du mot
« soumises ».

Dépenses diverses.

ART. 84. — Accidents du travail
(loi du 24 décembre 1903). Secours.
Exécution des obligations incombant
à l'État du chef d'accidents causés à
des tiers par les services du Départe-
ment des Affaires Economiques. (Cré-
dit non limitatif).

fr. 100,000

Verscheidene uitgaven.

ART. 84. — Arbeidsongevallen (wet
van 24 December 1903). Hulp gelden.
Uitvoering der verplichtingen die ten
laste van den Staat vallen, uit hoofde
van ongevallen door de diensten van
het Departement van Economische
Zaken aan derde personen veroorzaakt.
(Onbepaald crediet) . . fr. 100,000

Réduction de 200,000 francs permise par les résultats acquis.

Dépenses diverses.

ART. 86bis. — Frais d'envoi par le
Service des Postes des correspondances
administratives . . . fr. 273.781

Verscheidene uitgaven.

ART. 86bis. — Kosten van verzen-
ding door den dienst der Posterijen
van de ambtelijke briefwisseling.

fr. 273.781

Crédit sollicité : fr. 273.781.

Cette somme est nécessaire pour pouvoir faire face aux dépenses qui résultent
de la mise en vigueur de l'Arrêté royal du 25 avril 1925, portant refonte com-
plète du régime des franchises postales dont bénéficient les correspondances
administratives. Le montant de ce crédit a été déterminé d'après les données de
l'Administration des Postes, celle-ci s'étant basée sur le nombre de correspon-
dances échangées entre le 6 et le 17 avril 1925, pour supputer le montant de la
redevance due par le Département des Affaires Économiques pour l'année 1925.

(6)

(N° 62.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

BIJENGEWOONE ZITTIJD 1925.

BEGROOTING

der verhaalbare uitgaven ten uitvoering van de Vredersverdragen
VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

Het herstel der materiele oorlogsschade loopt op zijn einde. De aangevangen vereffening der in 1919 tot stand gebrachte inrichtingen vordert goed, zooals onderstaande tabel het aanthoont :

1° OORLOGSSCHADE.

A) SCHADE AAN DE PERSONEN.		B) SCHADE AAN DE ZAKEN.	
Ingediende aanvragen . . .	258.892	Ingediende aanvragen . . .	1.324.153
Afgedane aanvragen . . .	249.726	Gesloten over-	
Aanvragen nog niet		eenkomsten . . .	397.777
afgedaan . . .	9.116	Eindvonnissen . . .	317.932
waarvan 2.585 onderzocht.			
		Te zamen : . . .	715.709
		onherroepelij-	
		ke uitspraken	
		die een einde	
		hebben gesteld	
		aan	1.065.018
		ingediende aanvragen.	

Op 30 Juni 1925, hebben 1.091.418 zaken een onherroepelijke oplossing gekregen.

(1) Begrooting, n° 4xvii.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit de heeren : Bologne, Carlier, David, De Bruyne (August), de Liedekerke, Golenvaux, Hallet, Merlot, Pecher, Pierco, Pussemier, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwermans.

De ronddeeling van dit verslag (N° 62),
heeft plaats gehad op 13 Juli 1925.

C) AFSCHAFFING VAN DE RECHTBANKEN VOOR OORLOGSSCHADE.

<i>Afgeschafte rechtbanken.</i>		<i>Rechtbanken wier afschaffing wordt voorzien.</i>
Arrondissement.	Datum der afschaffing.	In den loop van het 2 ^{de} halfjaar :
Tongeren	31 October 1924	Nijvel.
Marche	31 December 1924	Veurne.
Turnhout	28 Februari 1925	Hoei
Hasselt	31 Maart 1925	Neufchâteau.

D) VEREFFENING VAN DE VONNISSEN EN OVEREENKOMSTEN OP 31 Mei 1925.

I. Titels op naam	3.160.244.625,41
II. Titels aan toonder	15.848.100 »
III. Schade aan goederen	4.436.304.029,39
IV. Schade aan personen	393.929.626,18
	8.006.326.380,98

2^o UITSLAGEN BEKOMEN DOOR DEN DIENST DER VERWOESTE GEWESTEN :

A) OPENBARE GEBOUWEN.

Getal door bemiddeling van de Diensten voor wederoprichting van het Departement, herbouwde of herstelde openbare gebouwen :

1,242.

B) WOONHUIZEN.

Getal door bemiddeling van de Diensten voor wederoprichting van het Departement, herbouwde of herstelde woonhuizen :

34,320.

Voor geheel het Land, kan men zeggen dat 100,000 huizen werden vernield. Er bleven nog 573 huizen weder op te bouwen. Thans zijn 1,573 huizen in heropbouw.

C) AANGENOMEN GEMEENTEN.

Getal gemeenten die onder de regeling van de aanneming zijn gesteld geworden : 243.

Op 30 Juni 1925, bleven er nog 19 aangenomen gemeenten over.

D) LIKWIDATIE VAN DE HOUTSTOCKS.

De houtstock door den D. der V. G. aangekocht bedroeg 245,270 kubiek meter, voor een waarde van 122,695,591 frank.

Deze voorraad werd opgeslagen ten einde het heropbouwingsprogramma, door den Staat opgemaakt, mogelijk te maken van al de door oorlogsfeiten vernielde vaste goederen. Het grootste gedeelte van de stocks werd afgestaan aan de aannemers van door het Departement ondernomen herbouwingswerken.

Een ander gedeelte werd rechtstreeks aan de geteisterden verkocht en het saldo, hetzij 24,655 kubiek meter, werd in openbare veiling gebracht door het Beheer der Domeinen.

Anderdeels werd 24,057 kubiek meter overgemaakt aan de Departementen van Justitie en van Spoorwegen.

Vooralsnu bezit het Departement geen enkele voorraad hout meer.

E) VEREFFENING VAN DE STOCKS BAKSTEEN.

Geheel de stock waarover de D. der V. G. heden ten dage beschikt, bevat 207.286.286 baksteen.

Een deel daarvan zal men noodig hebben voor de uitvoering der werken die door het Departement moeten voltooid worden.

Totaal der verkoopen vanaf 1 Januari tot 31 Mei 1925.

	Boeresteen in de verwoeste gewesten.	daar buiten.	Mechanische baksteen Boom en Kempen.
Totaal . . .	68.440.444	94.603.525	43.850.000

Op zeker oogenblik had de Staat in zijn bezit 1 milliard 600 miljoen baksteen. Uit de bovenstaande cijfers blijkt dat de vereffening van dezen voorraad met iever wordt doorgedreven.

De verrichtingen in zake hout en baksteen zijn betwistbaar; het valt echter buiten kijf, dat zij een weerslag hebben geïeuft op den prijs van deze bouwstoffen en wellicht invloed hebben gehad om den bouwprijs lager te stellen dan wanneer deze verrichtingen niet waren gedaan geweest.

F) VEREFFENING VAN DE VERVOERONDERNEMING VAN DEN D. der V. G.

De vereffening van de vervoeronderneming van den D. der V. G. moet als afgedaan worden beschouwd.

Te rekenen van 1 Januari 1924 werden materieel en inrichtingen overgemaakt aan den Minister van Financiën om door tusschenkomst van het Beheer der Domeinen te koop te worden gesteld.

In het Ministerie van Economische Zaken blijft dus niets over van de inrichtingen noch van het materieel van het E. T. R. D., evenmin als van het personeel.

De verkoop van dit materieel heeft tot heden toe 12 miljoen opgebracht voor de Domeinen.

Sommige leden zouden graag de titels zien verdwijnen die als betaling der oorlogsschade worden uitgereikt, en inzonderheid de titels waarvan de industrieën houder zijn. Deze titels werden uitgegeven om de thesaurie te verlichten; wij zien nog niet in hoe zij practischerwijs uit den omloop kunnen worden getrokken. Maar al de industrieën kunnen hun toevlucht nemen tot het Nationaal Crediet voor Nijverheid, dat zijne beschikbare fondsen ter beschikking houdt van hunne schuldverdringen.

Vooralsnu is het onmogelijk op nauwkeurige wijze de loopende rekening voor Duitschland vast te stellen in zake « Herstel »; dit zal slechts kunnen gedaan worden na aanzuivering van onderscheidene toestanden. Dit heeft echter thans nog slechts een historisch belang van juiste berekening, vermits het Dawes-plan

geven zal wat het kan, en het herstel ons gekost heeft wat het kost, en niemand daar nog iets kan aan veranderen.

Voor het aanstaande jaar mogen wij een gering boni verwachten op de rekeningen van het Herstel, waardoor het ons dan zou mogelijk zijn een begin te maken met de zoo noodzakelijke aflossingen.

Wij sluiten dit verslag met een blijk van erkentelijkheid aan al wie, groot of klein, eenigermate heeft medegewerkt aan de zoo spoedige voltooiing van deze groote taak die in 1921 werd ondernomen, en met den wensch dat, te rekenen van het aanstaande jaar, de verhaalbare uitgaven en ontvangsten nog slechts twee hoofdstukken zouden uitmaken van de Buitengewone Begrooting.

Deze wensch werd uitgedrukt door den achtbaren Verslaggever van de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven, in den Senaat, werd door deze Vergadering goedgekeurd en door de Regeering aangenomen. Dit ligt ook in het verlangen van de Kamerleden.

De door de Regeering voorgestelde amendementen alsmede de Begrooting werden door uwe Commissie goedgekeurd.

De Verslaggever,

DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

M. LEMONNIER.

AMENDEMENTEN DOOR DE REGEERING INGEDIEND.

TABLEAU XVII.

**Budget des dépenses recouvrables
en exécution des traités de paix
pour l'exercice 1925**

—
**MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES.**
—

**Services extérieurs de l'Office des
Régions dévastées.**
—

*Exécution des lois
des 8 avril et 10 mai 1919.*
—

ART. 80. — Intervention de l'État
par voie de subsides, d'avances, etc.,
en faveur des communes soumises ou
ayant été soumises au régime de

TABEL XVII.

**Begrooting der uitgaven favor-
derbaar ter uitvoering der vre-
desverdragen voor het dienstjaar
1925.**

—
**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE
ZAKEN.**
—

**Buitendiensten van den dienst
der verwoeste streken.**
—

*Uitvoering der wetten van 8 April
en 10 Mei 1919.*
—

ART. 80. — Tusschenkomst van den
Staat door middel van toelagen, voor-
schotten, enz., ten behoeven der aan-
genomen of aangenomen geweest

l'adoption et relative à leur administration et au service financier de leurs dettes (art. 4 de la loi du 8 avril 1919), (y compris un report de 1,000,000 de francs pour des dépenses régulièrement engagées et restant à payer sur des crédits tombés ou à tomber en annulation) fr. 5,000,000

zijnde gemeenten en betreffende hun bestuur en den financieelen dienst hunner schulden (art. 4 van de wet van 8 April 1919) met inbegrip van een overdracht van 100,000 frank voor de regelmatige betaalbaar te stellen uitgaven, welke te betalen overblijven op vervallen of nietig wordende credieten) . . . fr. 5,000,000

Eenvoudige wijziging van opstel door toevoeging aan den oorspronkelijken tekst van het woord « aangenomen ».

Dépenses diverses.

ART. 84. — Accidents du travail (loi du 24 décembre 1903). Secours, Exécution des obligations incombant à l'État du chef d'accidents causés à des tiers par les services du Département des Affaires Économiques. (Crédit non limitatif).

fr. 100,000

Verscheidene uitgaven

ART. 84. — Arbeidsongevallen (wet van 24 December 1903). Hulp gelden. Uitvoering der verplichtingen die ten laste van den Staat vallen, uit hoofde van ongevallen door de diensten van het Departement van Economische Zaken aan derde personen veroorzaakt. (Onbepaald crediet). . . fr. 100,000

Vermindering van 200,000 frank, dank zij de bekomen uitslagen.

Dépenses diverses.

ART. 86bis. — Frais d'envoi par le Service des Postes des correspondances administratives . . . fr. 273,781

Verscheidene uitgaven.

ART. 86bis. — Kosten van verzending door den dienst der Posterijen van de ambtelijke briefwisseling.

fr. 273,781

Aangevraagd crediet : fr. 273,781.

Deze som is noodig om de uitgaven te bestrijden wegens het van kracht worden van het Koninklijk besluit dd. 25 April 1925, waardoor de regeling van den portvrijdom voor de bestuurlijke briefwisseling geheel wordt omgewerkt. Het bedrag van dit crediet werd bepaald door de gegevens van het Postbestuur, dat hierbij steunende op het getal poststukken gewisseld tusschen 6 en 17 April 1925, tot berekening van het beloop van hetgeen door het Departement van Economische Zaken voor het jaar 1925 verschuldigd is.